



« Le retrait des Britanniques peut encore échouer à bien des endroits », affirme Klemens Joos.

POURQUOI LE BREXIT N'AURA PAS LIEU

L'UE est confrontée à d'immenses défis. Après la crise des réfugiés, elle fait maintenant face à la décision des Britanniques de sortir de l'UE. Mais selon Joos, cela n'arrivera pas.

Monsieur Joos, l'année 2016 a été riche en événements. Aux États-Unis, Donald Trump a été élu président; en Allemagne et dans les autres États de l'Union européenne, les mouvements populistes de droite ont le vent en poupe. Et d'un point de vue européen, le Brexit a certainement été le plus grand choc de l'année. Qu'en est-il selon vous de l'Union européenne ?

Si l'on remonte à 1990, année de fondation d'EUTOP, on a une tout autre image. La réunification de l'Europe avec le traité de Maastricht (en 1993) accompagnait l'unité de l'Allemagne: un moment heureux de l'histoire. On considérait l'Europe et son projet d'Union européenne comme un lieu d'avenir. Il ne reste plus grand-chose de ce sentiment. Lorsque l'on suit le discours politique, on a l'impression que la construction de l'unité européenne est au bord de l'implosion. Ces visions apocalyptiques méprisent pourtant les fondements solides de l'UE. C'est la raison pour laquelle je suis certain qu'un Brexit n'aura pas lieu.

Vous devez nous expliquer.

Depuis le traité de Lisbonne, nous avons de facto les États-Unis d'Europe. Bien sûr, d'après l'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE), chaque État membre peut se retirer de l'UE. Mais en réalité, les États européens sont économiquement et politiquement – également dans la sphère prépolitique – si étroitement imbriqués et entrelacés qu'un retrait n'est de fait plus possible sans infliger d'immenses dommages à l'État concerné, ne serait-ce qu'à travers l'insécurité durant les nombreuses années pendant lesquelles durent les négociations du retrait.

Les Britanniques semblent tout à fait sérieux.

Le ministre britannique du Brexit David Davis parle déjà aujourd'hui des négociations comme les plus compliquées de tous les temps. Pourtant, elles n'ont même pas encore commencé. Cette incertitude sur une période aussi longue va nuire énormément aux Britanniques. Au final, aucun homme politique à Londres ne voudra >

ni ne pourra porter la responsabilité d'un tel préjudice pour le pays. Le comportement de l'ancien Premier ministre David Cameron nous en donne un premier signe. Malgré les annonces contraires, il n'a pas engagé le retrait selon l'article 50 le jour après le vote. Au lieu de cela, il a démissionné en laissant derrière lui un champ de ruines à sa successeuse.

Qu'en sera-t-il des négociations?

Indépendamment des négociations, il y a encore de nombreuses étapes à franchir au niveau des processus. Cela signifie que le retrait peut encore échouer à bien des endroits. Un jugement de la Cour suprême – contre la volonté du gouvernement – exige que le Parlement britannique approuve d'abord la demande de retrait. Après les négociations, il y aura probablement de nouveaux votes, au Parlement britannique ou par un nouveau référendum. Et enfin, les 27 États membres restants devront eux aussi prendre une décision sur le retrait des Britanniques.

Le Brexit va donc échouer au niveau des procédures?

Lorsque l'on comprend la complexité et la réalité de l'Union européenne, des institutions et des négociations en cours, on ne peut qu'en arriver à cette conclusion. Je ne suis d'ailleurs pas le seul à poser cette hypothèse. Déjà au début de l'année, le directeur de l'Institut de l'économie allemande a émis des propos semblables.

Et si une séparation avait tout de même lieu contre toute attente?

On ne peut bien entendu pas l'exclure totalement. Sans remonter plus loin que Fukushima, nous avons fait l'expérience que même des événements d'une infime probabilité peuvent se produire. Dans le doute, les 27 États membres restants resserrent

encore plus étroitement leurs liens. Les Britanniques ont de toute façon régulièrement freiné les projets d'approfondissement de la Communauté, notamment dans les questions de politique étrangère et de sécurité commune.

Notre ouvrage de référence *Politische Stakeholder überzeugen* (trad. Convaincre les décideurs politiques) est paru fin 2016 également en anglais.

En quoi cette lecture complémentaire éclaire-t-elle le Brexit?

Le message principal de mon livre est que dans un système aussi complexe qu'est l'UE, les compétences procédurales sont plus importantes que les aspects relevant du contenu. Dans le cas d'un Brexit, un serment est fait: est-il possible de corriger l'expression de la volonté politique de retrait – qui ne représente qu'un instantané d'une situation après une campagne discutable – à travers des aspects d'ordre procédural?

Que représenterait un Brexit pour le modèle d'entreprise d'EUTOP?

Dans des systèmes complexes, nos services sont plus importants que jamais, indépendamment de la question de savoir si l'UE compte 27 ou 28 États membres. EUTOP devient en outre toujours plus internationale. Notre entreprise continue à se concentrer sur l'Europe-UE, c'est notre compétence de base. Cependant la politique de l'UE joue un rôle de plus en plus important au niveau mondial. Outre quelques approches dans l'UE et dans l'Espace économique européen (EEE), nous avons également des approches prometteuses en Chine et en Turquie. Je suis donc certain que 2017 sera la meilleure année dans l'histoire d'EUTOP.

Monsieur Joos, nous vous remercions pour cet entretien.

PROTRAIT KLEMENS JOOS

Est né en 1969 à Nonnenhorn au bord du lac de Constance (dans l'arrondissement de Lindau), marié et père de trois enfants. A fait des études en gestion d'entreprise à la LMU de Munich et obtenu son doctorat en 1998 avec sa thèse sur la représentation des intérêts d'entreprises allemandes auprès des institutions de l'Union européenne.

A fondé EUTOP International GmbH en 1990, pendant ses études, après son activité d'assistant auprès d'un député au Parlement européen.

Est chargé de cours pour le domaine *Convincing Political Stakeholders* à la LMU de Munich depuis 2013.

Est l'auteur de l'ouvrage de référence *Politische Stakeholder überzeugen* (trad. Convaincre les décideurs politiques).